

---

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

**Saint Denis, le 30 septembre 2003**

Suite aux grèves du printemps dernier, le gouvernement a lancé à grand renfort médiatique, un «*débat national sur l'avenir de l'école*». Cette initiative, parodie de «*dialogue social*», nie les revendications et les réflexions issues des assemblées générales tenues lors de ce mouvement.

- Pendant des mois, les Emplois-Jeunes se sont battus contre leur retour au chômage programmé : le gouvernement les a envoyés pointer à l'A.N.P.E.
- Les étudiants surveillants ont lutté contre leur disparition annoncée, en vain.
- Les personnels en grève ont manifesté contre le transfert des Techniciens Ouvriers de Service (T.O.S) aux collectivités territoriales : cette mesure n'est retardée que d'un an. Quant aux administratifs, pas encore concernés par la décentralisation, le budget 2004 prévoit la suppression d'un millier de postes.
- Les personnels se sont opposés au nouveau statut d'assistant d'éducation, pourtant ils sont recrutés, même lorsque les C.A des établissements se sont prononcés contre.
- Le refus de la précarité reste une revendication majeure. Pourtant, les contractuels recrutés en 2002 n'ont pas, pour la plupart, été réembauchés en 2003 : leur titularisation n'a jamais été envisagée. À l'opposé des 18 000 enseignants supplémentaires promis par Luc Ferry en Janvier 2003, le budget 2004 prévoit 4000 suppressions de postes dans le secondaire.
- Enfin, loin de sauver le système des retraites par répartition, la loi Fillon a ouvert ce marché très lucratif aux banques et aux assurances tout en prolongeant la durée de cotisation à 40 ans.

Après toutes ces régressions sociales, ce gouvernement ose prétendre engager un débat ! SUD Education n'est pas dupe de cette mise en scène destinée à légitimer une politique éducative libérale déjà engagée.

Nous appelons les enseignants, les I.A.T.O.S.S., les MI-SE, les Emplois-Jeunes, les titulaires et les précaires, les parents d'élèves, les étudiants à dénoncer cette mascarade par des actions de protestation (A.G interprofessionnelle, débats alternatifs, boycott, manifestations, grèves...) notamment le 23 Octobre 2004 à Paris, jour où la commission Thélot présentera son diagnostic au Conseil Supérieur de l'Education.